



C.D. Howe Institute
Institut C.D. Howe

Communiqué

Embargo: For release *Wednesday, October 22, 1997*

***Evidence of economic benefits of
privatization largely positive,
says economist***

Worldwide experience with privatization — the selling off of government-owned enterprises or the contracting out of government services — shows that its economic benefits are largely positive, said economist D.G. McFetridge in a lecture delivered at the C.D. Howe Institute today.

McFetridge, who is Professor and Chair, Department of Economics, Carleton University, made his remarks in a lecture entitled *The Economics of Privatization*, the sixth in the C.D. Howe Institute's annual Benefactors Lecture series.

At the core of the privatization movement — which is well advanced in countries such as the United Kingdom and New Zealand — are experimentation, innovation, and a desire to get the most out of a nation's resources. Although Canada has participated in the privatization movement, McFetridge notes that it has not been at the forefront, and there are still many government-owned entities that could profit from closer scrutiny.

McFetridge argues that privatization is about more than selling off the bus company. Rather, it is part of a larger process of institutional change involving commercialization, contracting out, and regulatory reform as well as the sale of state-owned enterprises to the private sector. Privatization is, in fact, about institutional design, and in some countries (New Zealand, for example) it has involved considerable reflection on just what should be expected of government.

McFetridge notes that the evidence on conventional contracting out, especially by municipal governments, is unambiguously positive: it reduces the cost of providing the services involved. There is, he says, more skepticism and less evidence on the consequences of contracting for social services and for the joint supply of infrastructure and services (public/private partnerships). These instruments are likely to present serious — but not necessarily insoluble — contract design problems. They may require the government to be an active and strategic purchaser in ways not envisaged by privatization zealots. Nevertheless, McFetridge argues, the potential economies, especially in the accumulation and use of knowledge, make continued experimentation worthwhile.

With respect to the entire process of commercialization, regulatory reform, and the sale of state-owned enterprises to the private sector, the weight of the evidence to date is that it has been beneficial, McFetridge says, although the precise contribution of the change in ownership to the gains that have resulted from the process as a whole is difficult to identify.

McFetridge argues that once commercial objectives have been adopted and regulatory reform has allowed competition to exert its disciplining force, there is little, if anything, to be gained from continued state ownership — provided that the government sells its interest at a price equal to the present value of the income it might expect to derive from continued ownership.

McFetridge notes, however, that the case for each individual privatization must still be made on its merits. Privatization is not just about pushing a button and getting less government. Unless the political forces that brought about government intervention disappear, he says, privatization will be about getting different government, rather than less government.

The Benefactors Lecture, which is presented annually in the autumn, was sponsored this year by Dofasco Inc. Past lecturers include economists John McCallum, Richard Harris, Thomas J. Courchene, and Richard G. Lipsey, and political scientist Richard Simeon. The text of the lecture is available free of charge from the C.D. Howe Institute.

* * * * *

The C.D. Howe Institute is Canada's leading independent, nonpartisan, nonprofit economic policy research institution. Its individual and corporate members are drawn from business, labor, agriculture, universities, and the professions.

- 30 -

For further information, contact:

D.G. McFetridge (613) 520-2600, ext. 3748
Susan Knapp (media relations), C.D. Howe Institute
phone: (416) 865-1904
fax: (416) 865-1866
e-mail: cdhowe@cdhowe.org
Internet: <http://www.cdhowe.org/eng/pr/new.html>

The Economics of Privatization, Benefactors Lecture, 1997, by D.G. McFetridge (C.D. Howe Institute, Toronto, October 1997). Free of charge.

Copies are available from the C.D. Howe Institute, 125 Adelaide Street East, Toronto, Ontario M5C 1L7.



C.D. Howe Institute
Institut C.D. Howe

Communiqué

Embargo : à diffuser le *mercredi 22 octobre 1997*

Les avantages économiques de la privatisation sont en grande mesure positifs, affirme un économiste

L'expérience de la privatisation dans le monde — soit la liquidation de sociétés d'État ou la sous-traitance de services gouvernementaux — indique que les avantages économiques sont en grande mesure positifs, a affirmé l'économiste D.G. McFetridge, dans le cadre d'une allocution donnée aujourd'hui à l'Institut C.D. Howe.

M. McFetridge, qui est professeur et président du département d'économie à l'Université Carleton, a émis ces remarques lors d'une conférence intitulée *The Economics of Privatization (Les aspects économiques de la privatisation)*, la sixième dans la série des conférences annuelles des bienfaiteurs de l'Institut C.D. Howe.

Au cœur du mouvement de privatisation — lequel connaît de grands progrès dans les pays comme le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande — figurent l'expérimentation, l'innovation, et un désir d'exploiter du mieux possible les ressources d'une nation. Bien que le Canada participe au mouvement de privatisation, M. McFetridge observe qu'il n'y figure pas à l'avant-plan, et qu'il existe encore de nombreux organismes gouvernementaux qui pourraient tirer profit d'un examen étroit.

M. McFetridge soutient qu'il y a plus dans la privatisation que la vente de l'entreprise de transport par autobus. Il s'agit plutôt d'un processus plus important de changement institutionnel qui porte sur la commercialisation, la sous-traitance, et la réforme réglementaire ainsi que la vente d'organismes d'État au secteur privé. En fait, la privatisation porte sur la conception des institutions, et dans certains pays (comme la Nouvelle-Zélande), elle a même suscité beaucoup de réflexion sur ce que l'on doit être en mesure d'attendre du gouvernement.

L'économiste remarque que la sous-traitance conventionnelle, tout particulièrement celle des gouvernements municipaux, a été sans équivoque positive : en effet, elle permet de réduire les frais des services concernés. On est plus sceptique et on dispose de moins de preuves sur les conséquences de la sous-traitance dans le domaine des services sociaux et de la prestation conjointe de l'infrastructure et des services (soit des partenariats entre les secteurs public et privé). Là, de sérieux — mais non impossibles — problèmes de conception contractuelle peuvent se poser. Le gouvernement pourrait être appelé à jouer un rôle d'acheteur actif et stratégique d'une façon qui n'avait pas été envisagée par les partisans de la privatisation.

Néanmoins, compte tenu des économies qui peuvent être réalisées, surtout en matière d'accumulation et d'utilisation des connaissances, M. McFetridge soutient que l'expérimentation vaut la peine d'être poursuivie.

Pour ce qui est du processus général de commercialisation, de réforme réglementaire et de la vente d'entreprises d'État au secteur privé, les preuves indiquent jusqu'à maintenant qu'il s'agit d'un processus qui est avantageux, bien qu'il s'avère quelque peu difficile de mesurer la contribution exacte du changement de propriétaire aux gains qui ont découlé du processus.

M. McFetridge soutient qu'une fois les objectifs commerciaux adoptés, la réforme réglementaire permet à la concurrence d'exercer son rôle disciplinaire et il y a bien peu à tirer d'une participation de l'État à la propriété — pourvu toutefois que le gouvernement vende sa participation à un prix qui atteint celui de la valeur actualisée des revenus qu'il recevrait s'il restait propriétaire de l'entité.

Cependant, remarque l'économiste, la privatisation doit toujours être décidée de manière individuelle. Il ne s'agit pas d'appuyer sur un bouton pour créer une structure gouvernementale moins lourde. À moins que les forces politiques qui ont invoqué l'intervention gouvernementale viennent à disparaître, dit-il, la privatisation porte sur la question d'un gouvernement différent, et non d'une structure gouvernementale allégée.

La conférence des bienfaiteurs, qui est donnée annuellement à l'automne, était parrainée cette année par Dofasco Inc. Les conférenciers des années précédentes étaient John McCallum, Richard Harris, Thomas J. Courchene, Richard G. Lipsey et le politologue Richard Simeon. On peut se procurer gratuitement une version écrite de la conférence auprès de l'Institut C.D. Howe.

* * * * *

L'Institut C.D. Howe est un organisme indépendant, non-partisan et à but non lucratif, qui joue un rôle prépondérant au Canada en matière de recherche sur la politique économique. Ses membres, individuels et sociétaires, proviennent du milieu des affaires, syndical, agricole, universitaire et professionnel.

- 30 -

Renseignements :

D.G. McFetridge (613) 520-2600, poste 3748
Susan Knapp (relations avec les médias), Institut C.D. Howe
téléphone : 416 865-1904
télécopieur : 416 865-1866
courrier électronique : cdhowe@cdhowe.org
Internet : www.cdhowe.org/fr/pr/new.html

The Economics of Privatization, Conférence 1997 des bienfaiteurs, par D.G. McFetridge, Toronto, Institut C.D. Howe, octobre 1997, gratuit.

On peut se procurer des exemplaires auprès de l'Institut C. D. Howe, 125, rue Adelaide est, Toronto ON M5C 1L7.